Toutes et tous à la manifestation contre les violences faites aux femmes samedi 22 novembre !



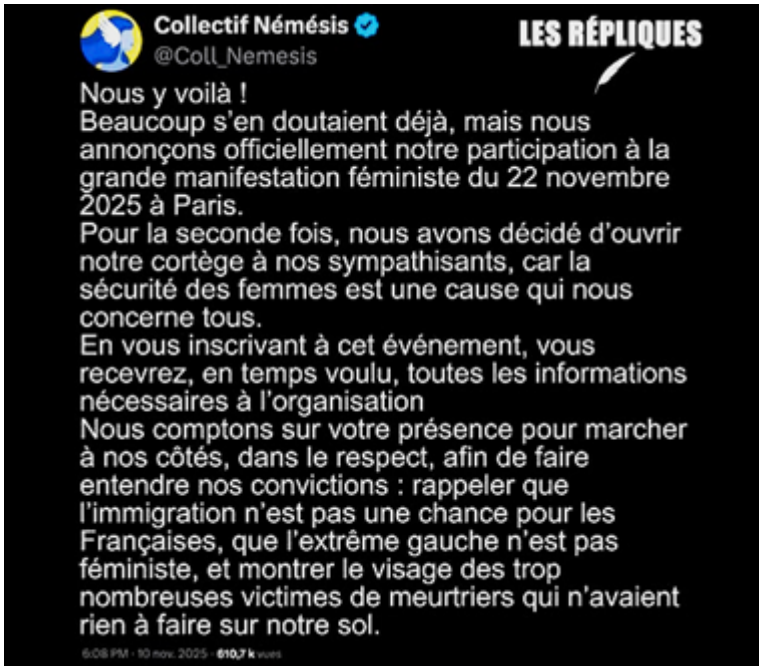
Le 25 novembre marque la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes. Pour l'occasion, plusieurs manifestations auront lieu le 22 novembre partout en France, appelées par l'association féministe *Nous Toutes* et soutenues par le *Planning Familial*, la *Ligue des Droits de l'Homme*, plusieurs syndicats, et des partis dont *EELV* et *La France Insoumise*.

Les violences et l'impunité des agresseurs persistent encore à la date anniversaire, il y a 8 ans jours pour jour, de la déclaration d'Emmanuel Macron que l'égalité entre les femmes et les hommes serait la « grande cause de son [premier - hélas bientôt 10 ans qu'on se le paye] quinquennat ».

Au jour où nous publions cet article, l'association *Nous Toutes* décompte 140 féminicides en France depuis le début de l'année 2026, soit 140 femmes tuées en raison de leur genre. Dans les cas de féminicides, les enfants sont souvent "victimes collatérales" assassinées en même temps que leur mère, ou devenant orphelins (depuis le début de l'année, au moins 70 enfants sont devenu-e-s orphelin-e-s suite à un féminicide).

Les mensonges de l'extrême droite

Par un tweet publié le 10 novembre, le collectif d'extrême-droite identitaire Némésis a annoncé sa présence à la manifestation du 22, et appelle leurs « sympathisants » à venir « marcher à leurs côtés ». Leur constat est limpide : la « sécurité des femmes » n'est pas mise en danger par la construction sociale d'une masculinité violente qui transcendent les cultures et les classes sociales, mais par des « meurtriers qui n'avaient rien à faire sur notre sol », donc étrangers et immigrés.



Or, on ne le répétera jamais assez : les violences sexistes ne sont pas l'apanage des quartiers populaires ou des populations immigrées, elles sont au contraire présentes partout.

C'est une thèse établie depuis longtemps déjà. La Conférence mondiale sur les droits humains de Vienne de 1993 a reconnu l'existence et l'ampleur de la violence des hommes envers les femmes comme un phénomène multiforme et universel. En 1991, le sociologue Daniel Welzer-Lang définit la violence conjugale comme « *l'extension à la sphère privée d'une domination masculine à l'œuvre dans l'ensemble de la société* ». Il en parle comme d'une « *maladie sociale* » qu'il faut avant tout comprendre (Daniel Welzer-Lang, *Les hommes violents*, Payot, 1991). C'est le premier pas, aujourd'hui mené par *Nous Toutes* : recenser les cas de féminicides pour pouvoir les comparer.

Le sociologue Eric Macé poursuit ce travail depuis 2022 avec une recherche scientifique collective qui a pour but de déterminer le profil des auteurs des violences conjugales. *"Lorsque les femmes déclarent avoir été victimes dans leur vie, ou dans les 12 mois précédents, il n'y a pas de différence majeure entre les femmes de milieux populaires, les femmes de classe moyenne, et les femmes des milieux privilégiés."* (Actes du colloque « Violences de genre, violences intrafamiliales : une recherche systémique au service des pratiques », Université de Bordeaux).

Réaffirmons donc que les affirmations de Némésis et des autres groupes d'extrême droite (leur position est la même que celle du Rassemblement National) sont mensongères et servent leur projet raciste.

L'extrême droite est et restera profondément anti-féministe : leur soi-disant défense de la sécurité des femmes n'est qu'un écran de fumée pour masquer, rien que cette année, leur opposition à l'entrée du droit à l'avortement dans la constitution ; à l'ajout de la notion de consentement dans la définition légale du viol ; ou encore à la politique

nataliste de Jordan Bardella et ses propositions de « revenus pour mères au foyer » ou d'un « droit des femmes à rester chez elles » qui assignent les femmes encore et toujours à leur rôle de mère et d'aidante.

Ce n'est pas l'immigration, c'est la montée de l'extrême droite en France et dans le monde, comme la poursuite des politiques néolibérales, qui constituent une menace majeure pour les droits des femmes.

La lutte contre les violences faites aux femmes : un combat politique contre l'extrême-droite, l'austérité, et pour la réorganisation de la société.

La lutte contre les violences faites aux femmes ne passera pas par des politiques anti-immigration. Elle doit se faire par un ensemble de mesures d'urgences qui prennent en compte l'existant, articulées à une réorganisation plus globale de la société.

Dans l'immédiat, il faut bien sûr doter les associations féministes, financer un accueil et un suivi des femmes victimes, former les professionnel-le-s de justice et d'éducation, réquisitionner les logements vacants pour fournir des hébergements d'urgences aux femmes victimes de violences, et enfin inculquer aux enfants comme aux adultes une éducation sexuelle centrée autour de la notion de consentement, et une vision égalitariste et féministe de la société. Ce combat est donc indissociable de la lutte contre le démantèlement des services publics, et contre les idées réactionnaires de l'extrême-droite.

Mais, au-delà, les violences faites aux femmes ne disparaîtront pas si l'on en finit pas avec la source de la domination masculine, à savoir division sexuée des rôles et des tâches dans les sphères domestiques et comme sur les lieux de travail. Cela nécessite une socialisation, un contrôle collectif sur l'ensemble du travail reproductif (nettoyage, soins, garde des enfants…) réalisé dans la société, pour mieux le répartir entre hommes et femmes et pour le sortir - au moins partiellement - cellule familiale.

C'est en ce sens que ce combat est révolutionnaire : il ne saurait être mené uniquement par des lois ajustant à la marge l'ordre existant. C'est aussi en ce sens que la manifestation du 22 novembre, au-delà de la visibilité médiatique qu'elle fournit chaque année à la question des VSS, doit devenir un point d'appui pour que le mouvement féministe regroupe largement parmi les travailleuses qui subissent la situation, mais qui sont essentielles au fonctionnement de cette société et qui ont donc le pouvoir de la faire changer.

Gabrièle Fortmann, le 21 novembre 2025